



Communiqué du 9 avril 2010

**Ce 8 avril la colère des professionnels de la petite enfance n'a fait que s'amplifier
Décidément le gouvernement n'aime pas les bébés et méprise leurs parents
Professionnels et parents, nous décrétons l'ALERTE GÉNÉRALE POUR LA PETITE ENFANCE !**

Le 8 avril confirme la mobilisation exceptionnelle de la petite enfance contre le nouveau décret sur l'accueil collectif et la braderie gouvernementale des modes d'accueil : près de 10 000 manifestants à Paris, par milliers dans plus de 50 manifestations en province, des centaines et des centaines d'établissements fermés – pour exemple à Grenoble 69% de grévistes, 80% à Strasbourg, 50% à Rennes, 55 crèches sur 60 touchées à Marseille, environ la moitié des crèches fermées à Limoges ou à Lyon. Malgré cette amplification sans précédent du mouvement de la petite enfance, Madame Morano n'a pas daigné répondre à nos revendications, ni même nous recevoir.

En réponse, Madame Morano répand des contre-vérités dans la presse et dans un courrier aux directrices de crèches* :

- non, le projet de décret n'a pas fait l'objet d'un consensus lors de simulacres de concertation où jamais la parole des professionnels n'a été prise en compte ;
- oui, le taux d'encadrement d'un pour 5 et d'un pour 8 demeure mais il devient théorique, contourné par le taux d'accueil en surnombre porté à 120% et dans les jardins d'éveil où n'est fixé aucun taux d'encadrement ;
- non, la baisse du quota de personnels les plus qualifiés ne favorise pas les titulaires d'un CAP petite enfance mais déqualifie globalement des métiers exercés essentiellement par des femmes, au mépris de leur promotion professionnelle ;
- non, le gouvernement ne crée pas 100 000 places d'accueil collectif, il en prévoit 37 000 « grâce à l'amélioration du taux d'occupation », ce qui correspond aux 120% d'accueils en surnombre. Ainsi la CNAF n'a inscrit que 30 000 créations pour 2009-12, pour 330 millions €, loin des 1,3 milliards annoncés. Sans parler de la réduction de moitié du temps de formation initiale des assistantes maternelles ni du projet de maisons d'assistantes maternelles, structure collective sans aucune norme de fonctionnement.

Le président de la République va-t-il enfin prendre des décisions favorables à la cause des enfants et en faveur d'un accueil de qualité ? Monsieur Sarkozy s'est engagé à augmenter l'offre d'accueil en créant 200 000 places nouvelles, mais il n'avait pas annoncé aux parents que cela se traduirait par la dégradation de la qualité d'accueil des tout petits.

Nous décrétons l'alerte générale pour la petite enfance et adressons solennellement au président de la République notre exigence de retrait du nouveau décret sur l'accueil collectif et d'un plan d'urgence pour la petite enfance

Le collectif « Pas de bébés à la consigne » agira sans relâche jusqu'au retrait du décret et pour ce plan d'urgence, avec les parents et les professionnels.

Nous appelons à une mobilisation qui redouble d'envergure dès maintenant et durant tout le mois de mai. Nous organiserons dans les tous prochains jours plusieurs initiatives en direction des parlementaires et du président, permettant à tous les professionnels et à tous les parents d'exprimer directement leur rejet des mesures bradant la qualité d'accueil des tout petits.

D'ores-et-déjà nous annonçons deux points d'orgue à cette mobilisation générale en faveur de la petite enfance :

- Une journée de grève générale de la petite enfance jeudi 6 mai 2010 où le collectif demandera à être reçu par le président de la République
- Une manifestation à caractère national parents-professionnels le samedi 29 mai 2010

pasdebebesalaconsigne@hotmail.fr
<http://www.pasdebebesalaconsigne.com>

*cf. argumentaire détaillé [http://www.pasdebebesalaconsigne.com/DOC/arguments%20retrait%20nouveau decret EAJE.pdf](http://www.pasdebebesalaconsigne.com/DOC/arguments%20retrait%20nouveau%20decret%20EAJE.pdf)